

Moyen de pressions sur le gouvernement pour obtenir des places en CPE

Point Sud - 16 juillet

La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie réclame au gouvernement Charest l'octroi rapide de nouvelles places subventionnées en CPE.



Au terme d'un exercice démocratique de planification triennale 2010-2013, les membres de Table des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M) ont décidé d'entreprendre des moyens de pression pour l'octroi rapide de nouvelles places à 7 \$ en Centres de la Petite Enfance en Montérégie. La TCGF-M prévoit non seulement interpeller le gouvernement mais aussi solliciter les grandes entreprises de la région à développer des services de garde en milieu de travail comme mesure de conciliation famille-travail.

Considérant que le gouvernement n'a pris aucun engagement dans son budget présenté le 30 mars 2010 quant à la création de nouvelles places en services de garde à 7 \$, alors qu'il est de notoriété publique que la Montérégie, qui connaît actuellement une croissance démographique non négligeable, est la région avec les plus longues listes d'attente, soit de 23 671 demandes, la TCGF-M interpelle la ministre de la Famille, madame Yolande James de prendre les choses en main afin de rectifier la situation au plus vite.

Le manque d'accessibilité à un service de garde universel accessible aux familles à faibles revenus contribue à maintenir les femmes dans la dépendance et la précarité économique en retardant leur retour au travail.

La planification 2010-2013 de la TCGF-M prévoit par ailleurs une étude approfondie des effets de la régionalisation entamée en 2004 par le gouvernement Charest sur la condition de vie des femmes de la Montérégie.